

ACCORD DE GOUVERNEMENT : DE FAUSSES SOLUTIONS POUR LES PRISONS

L'asbl I.Care a pris connaissance de l'accord de gouvernement conclu par la coalition Arizona. Les mesures annoncées ne feront qu'aggraver la crise dans les prisons en Belgique. Sous couvert de rétablir la confiance en la justice, elles renforcent une logique répressive et inefficace.

Il y a quelques mois, la presse s'était fait l'écho des mesures envisagées dans le cadre des négociations pour la constitution d'un gouvernement. Une carte blanche, signée par plus de cinq cent signataires représentant des universitaires et des associations, dont I.Care, appelaient les négociateurs-trices à changer d'approche, alertant sur les dangers que représentaient ces mesures. Aujourd'hui, ces craintes se confirment.

De faux remèdes contre la surpopulation carcérale

La Belgique connaît actuellement une crise historique de surpopulation carcérale. Depuis des années, l'ensemble des professionnel·les du secteur appellent à des réformes structurelles pour remédier aux lacunes d'un système carcéral, largement considéré comme inefficace, pourvoyeur de récidive, et portant atteinte aux droits fondamentaux des personnes privées de liberté.

Réfléchir au sens de la peine est une nécessité, mais cela aurait dû être fait avant d'adopter un accord qui aura en réalité pour effet de renforcer le recours à l'enfermement. En effet, si l'accord de gouvernement partage le constat d'une suroccupation des prisons qui n'est plus acceptable, les solutions proposées vont en réalité plonger les établissements pénitentiaires dans une crise encore plus profonde. La coalition Arizona entend en effet une fois de plus poursuivre l'extension du parc carcéral, notamment à travers le recours à des constructions modulaires (c'est-à-dire des préfabriqués) ou, pire encore, l'achat ou la location de prisons dans d'autres pays. Outre nos inquiétudes quant aux conditions dans lesquelles les personnes y seront privées de liberté, nous rappelons une fois de plus que la construction de nouvelles places de prison n'a jamais permis de remédier aux problèmes de la surpopulation carcérale.

Durcissement des peines encourues, durcissement des conditions pour obtenir une libération conditionnelle, un congé pénitentiaire ou une permission de sortie... Ces annonces auront en réalité des effets délétères sur les perspectives de réinsertion et renforceront la pression sur les prisons. Or, ces mesures qui aident à la réinsertion et/ou préparent à la sortie sont fondamentales. Enfin, si l'accord de gouvernement mentionne la volonté de prendre « *une batterie de mesures à court et moyen terme pour lutter contre la surpopulation carcérale* », aucune piste concrète n'est précisée. À ce sujet, I.Care rappelle que certaines des décisions prises depuis un an pour lutter contre la surpopulation carcérale, à l'instar des congés pénitentiaires prolongés, ont des conséquences désastreuses pour une partie des personnes qui en « *bénéficient* », ainsi que l'ont déjà dénoncé les professionnel·les du secteur ces derniers mois.

Une politique répressive qui nuit à la réinsertion et aux droits fondamentaux

À l'instar d'autres pans de l'accord de gouvernement, les personnes étrangères deviennent le bouc-émissaire de tous les maux de la prison. Rien ne justifie une telle disproportion. Or, la coalition Arizona entend mettre en œuvre une série de mesures stigmatisantes et attentatoires aux droits des personnes qui n'ont pas la nationalité belge. S'agissant des prisons construites à l'étranger, outre le risque d'atteintes graves aux droits fondamentaux des personnes qui seront concernées par cette mesure, il existe un risque sérieux de créer des situations administratives inextricables pour un coût démesuré, si on s'en réfère aux exemples récents au Royaume-Uni et en Italie.

De plus, I.Care regrette que la situation des personnes les plus vulnérables en détention (minorités de genre, personnes âgées ou en situation de handicap, etc.) ne fassent pas l'objet d'une attention particulière aux regards de leurs besoins spécifiques.

L'utopie des « prisons totalement exemptes de drogues »

Le gouvernement Arizona annonce sa volonté de faire disparaître les drogues des prisons et espère y parvenir par le biais de contrôles, de dépistages obligatoires et de mesures disciplinaires. Il est complètement illusoire d'imaginer une prison dans laquelle aucune substance illicite ne circulerait et/ou aucun médicament ne ferait l'objet de mésusage ou de trafic.

La prison n'a jamais été et ne sera jamais une réponse au problème médical et social que peut représenter l'usage de drogues. I.Care constate chaque jour le gouffre entre les attentes des décideur·ses politiques et la situation concrète des personnes détenues consommatrices de produits stupéfiants. L'injonction stricte de ne pas consommer ou celle du traitement imposé sont considérées inadéquates depuis longtemps par les acteur·trices du champ psychosocial et de la promotion de la santé. Il faut au contraire s'adapter à la situation et aux besoins de chaque personne, les soutenir, les préparer à la sortie et permettre un accompagnement par des professionnel·les formé·es à la question. Ce n'est que comme ça que nous pouvons espérer être utiles et répondre, enfin, aux véritables enjeux d'usages de drogues en prison.

Face à cette vision simpliste des choses, I.Care rappelle également l'impérieuse nécessité de mettre en place une véritable politique de réduction des risques en prison, objectif malheureusement absent de cet accord gouvernemental, pourtant essentiel à la santé des personnes incarcérées et, plus largement, de la société.

Soins de santé en prison : toujours le parent pauvre de la politique carcérale

Depuis sa création, I.Care appelle au transfert de la compétence des soins de santé en prison du SPF Justice vers la Santé publique et à la mise en place d'une véritable politique de santé, cohérente et coordonnée. Nous saluons donc la volonté du gouvernement de poursuivre la réforme des soins de santé pénitentiaires. Il est toutefois primordial qu'un calendrier clair et contraignant soit fixé pour poursuivre cette ambition et, enfin, garantir aux personnes détenues des soins adaptés à leurs besoins et équivalents à ceux disponibles dans la population générale.

Nous regrettons toutefois que les questions de santé en prison ne fassent pas l'objet d'une politique plus ambitieuse. La privation de liberté a des effets délétères majeurs sur la santé globale des personnes incarcérées : les établissements enferment des personnes dans de mauvaises conditions, se maintiennent dans des logiques punitives au quotidien, isolent et laissent très peu de place à la parole, au collectif, au soutien par les pairs ou les proches. Si la prison n'est pas un lieu de soin, elle pourrait être une opportunité de soin, un temps qui pourrait être utilisé à bon escient pour traiter une partie des problèmes de santé qui n'ont pu être pris en charge à l'extérieur, notamment en raison des difficultés d'accès aux services de soins et des inégalités sociales.

« Ces mesures ne feront qu'aggraver la crise carcérale et éloigner encore un peu plus notre système pénitentiaire de ses missions essentielles : préparer la réinsertion et garantir la dignité des personnes détenues » déplore Marion Guémas, directrice de l'asbl I.Care.

Éléments de contexte

I.Care est une association sans but lucratif belge créée en 2015 et qui a pour objet social la promotion de la santé en milieu fermé (pour le moment uniquement en prison), l'amélioration de la prise en charge globale des personnes détenues et la continuité des soins pendant et après la période d'incarcération. Outre son travail en première ligne d'accompagnement de personnes détenues par une équipe pluridisciplinaire, l'asbl mène également des actions de plaidoyer dans l'objectif de participer à l'amélioration des politiques publiques. L'asbl publie régulièrement des notes d'analyse et des recommandations, disponibles sur son site Internet : <https://www.i-careasbl.be/analyses-et-recommandations>

Contact presse : Marion Guémas (directrice de l'asbl) : 0456 34 14 03 / m.guemas@i-careasbl.be